

Débat de M. Jacques Chirac, Président de la République, avec des jeunes Vietnamiens, sur les relations culturelles entre la France et le Vietnam, l'enseignement du français et des langues étrangères et sur la diversité culturelle, considérée comme un des piliers du développement durable, Hanoï le 7 octobre 2004.

LE PRÉSIDENT - Cela me fait un plaisir particulier de me trouver ce matin chez vous et parmi vous. Je voudrais d'abord remercier celles et ceux qui ont organisé cette réunion dans ce magnifique centre culturel. Remercier les jeunes qui ont bien voulu se soumettre à cet échange, je leur en suis reconnaissant. Je veux remercier toutes et tous qui représentez, qui incarnez, cette formidable jeunesse du Vietnam, et en particulier d'Hanoi, et vous dire combien je suis sensible au fait que vous soyez présents pour ce petit échange de vues qui est marqué au coin de l'estime, du respect, et de l'amitié.

Je me souviens d'un séjour que j'avais fait à Hô Chi Minh-Ville. C'était en 1993 et j'avais été reçu très gentiment par le Maire d'Hô Chi Minh-Ville qui m'avait invité à dîner et qui, à l'occasion de ce dîner, avait fait venir une troupe folklorique de chanteurs vietnamiens, tout à fait remarquable, qui avait notamment chanté ce que j'ai compris être un poème vietnamien. Il s'appelait "Qui ne se souvient pas de son pays, de son pays natal, ne pourra jamais devenir un homme", ou une femme, naturellement. J'avais été très impressionné par la justesse et la réalité de cette affirmation qui exprimait tout ce qu'un homme ou une femme représente de culture, d'histoire, et qui en fait quelqu'un d'unique au monde. Ce qui me renforçait dans l'idée que le respect de sa culture, la connaissance de son histoire, sont des éléments essentiels à l'équilibre à la fois de l'individu, de la société, et plus généralement du monde.

Alors vous êtes ici, celles et ceux qui représentent la prodigieuse vitalité d'un pays dont la croissance est forte, la deuxième en Asie, et dont la jeunesse est grande puisque la moitié de la population ici a moins de 25 ans, ce qui représente une force et aussi une épreuve. Une épreuve parce qu'il faut satisfaire, permettre l'épanouissement d'une population jeune, si importante. Et une force car la force réside essentiellement dans l'âge, en la jeunesse, en la capacité à s'adapter à une société moderne, dans la possibilité de mobiliser son énergie, son intelligence, au service du bien-être d'une société.

Alors, naturellement, chaque pays, chaque tradition, chaque culture, chaque peuple, a sa propre voie. Et il vous appartiendra de trouver votre voie, de façon à permettre une bonne exploitation, raisonnable, des ressources de votre pays, de contribuer à la construction d'un monde où, petit à petit, on pourrait éradiquer la guerre et les conflits qui sont l'une des plaies de notre humanité. C'est une grande ambition, c'est celle notamment de la construction européenne depuis cinquante ans que de vouloir faire en sorte que la guerre, en tous les cas dans votre région, qui nous a fait tant de mal, ne soit plus possible. Il vous appartiendra aussi de trouver des voies pour que le monde de demain soit plus prospère, qu'il soit plus pacifique, et qu'il soit plus respectueux des identités et des cultures de chacun. Vous avez la chance d'incarner ici, dans cette partie du

monde, une très ancienne culture, une très ancienne histoire avec tout ce que cela comporte comme formation individuelle, qui doit être naturellement respectée. Il faut bien sûr s'ouvrir au monde, mais il ne faut jamais oublier son pays natal. Cela, c'est tout à fait essentiel.

Alors, je voulais faire ces quelques réflexions pour commencer, avant de répondre à vos questions qui peuvent porter sur tout ce que vous souhaitez. Et je voudrais vous dire simplement, avant de vous donner la parole, que je suis particulièrement heureux d'être ici. J'ai pour votre pays et votre peuple beaucoup d'estime, beaucoup de respect. Je suis heureux des relations fortes qui, au-delà des vicissitudes de l'histoire, se sont jouées et apparaissent clairement aujourd'hui entre le Vietnam et la France. C'est pour moi une joie d'être parmi vous, et je vous laisse bien volontiers la parole pour commencer le dialogue.

QUESTION - Nous, les jeunes Vietnamiens francophones, nous aimons bien la langue française, et nous sommes heureux de la pratiquer, mais elle est difficile à apprendre. Est-ce un investissement durable pour demain, et est-ce un bon investissement pour trouver du travail ?

LE PRÉSIDENT - Mes félicitations pour votre français. Deuxièmement, toutes les langues sont difficiles à apprendre. Il faut faire un effort.

Est-ce que cet effort vaut la peine ? Je crois que oui. Une langue, c'est d'abord une ouverture sur une autre culture. Et donc une autre vision des choses. De ce point de vue, c'est très important. Même des langues qui apparaissent peu parlées, apportent quelque chose sur le plan culturel. Sur le plan économique, il y a des langues qui sont plus ou moins utiles parce que plus ou moins parlées. Le français est une langue utile. Et rien ne serait pire, je crois, pour l'humanité, que de progresser vers une situation où il y aurait une seule langue. Parce que cela conduit forcément à une espèce de rétrécissement de la pensée. Une langue, c'est également l'expression d'une pensée. Parler tous la même langue, c'est forcément rétrécir la pensée, et cela finirait par avoir des conséquences graves.

Alors, le français, pourquoi ? C'est d'abord l'ouverture sur une culture, qui est la culture française. C'est également une vieille culture qui a quelque chose à dire, où vous avez quelque chose à apprendre. Le fait de l'apprendre en français est évidemment un avantage sur le plan culturel, mais c'est également une langue qui sert un progrès scientifique et technique important. On parle en français dans beaucoup de techniques modernes et de sciences modernes. Donc, connaître le français, c'est aussi faciliter la connaissance dans des domaines scientifiques, technologiques, techniques. C'est important. C'est également une voie d'entrée dans un monde francophone qui est assez important : cinquante et un pays ou cinquante deux pays appartiennent à la francophonie.

C'est en 1997 que, à Hanoi, le sommet de la francophonie s'est entièrement réorganisé et a mis en place ses structures. Donc le français, même s'il n'est pas parfaitement parlé dans tous les pays de la francophonie, est un moyen d'accès à l'ensemble de ces pays, à leur culture, mais aussi un moyen d'accès à leur économie, au travail, et de ce point de vue c'est un véhicule important.

Au total, même si c'est difficile, je crois qu'on a intérêt, et notamment les jeunes Vietnamiens ont intérêt, au-delà de leur propre langue, au-delà d'un anglais qui se répand un peu partout, au-delà je dirais d'un espagnol qui est la langue qui progresse actuellement le plus dans le monde et qui est très proche du français, la même famille de langue, l'utilité du français, pour toutes ces raisons, est importante. Cela mérite donc de faire un effort.

Un jeune qui arrive sur le marché du travail, qui cherche une situation dans une entreprise industrielle, scientifique, commerciale, agricole, a toujours un bénéfice s'il parle deux ou trois langues. C'est un bénéfice considérable. C'est un effort à faire, mais c'est un bénéfice considérable. Une grande entreprise qui cherche à recruter un jeune diplômé prendra toujours de préférence celui qui parle deux langues, voire trois langues, parce que c'est la certitude d'avoir un éventail de capacités beaucoup plus important. Alors, moi, je vous le dis, vous avez tout intérêt à apprendre le français. D'ailleurs beaucoup de jeunes Vietnamiens apprennent le français.

Il y a tout un système de bourses, et je constate qu'actuellement, il y a, je crois, Monsieur l'Ambassadeur, plus de trois mille jeunes Vietnamiens en France qui apprennent le français.

Beaucoup sont à des niveaux très élevés d'études. Dans les grandes écoles françaises, il y a un

Beaucoup sont à des niveaux très élevés d'études. Dans les grandes écoles françaises, il y a un nombre croissant de vietnamiens, de garçons et de filles Vietnamiens. C'est vrai même dans les écoles les plus prestigieuses, comme Polytechnique, Saint-Cyr, et bien d'autres. Je crois qu'actuellement dans la promotion de Polytechnique, la nationalité la plus présente, avec six élèves, et qui sont tous au plus haut niveau, ce sont les Vietnamiens. Et je crois qu'ils n'auront pas perdu leur temps en faisant cet effort. Nous faisons le maximum, et nous augmentons le nombre de nos bourses, de façon à attirer le maximum de jeunes Vietnamiens. L'avantage en France, c'est que l'État prend en charge une partie importante des frais de scolarité, ce qui n'est pas le cas dans d'autres pays, comme les États-Unis ou l'Angleterre. Aujourd'hui la France est le troisième pays dans le monde, le premier en Europe et le troisième dans le monde, après les États-Unis et l'Australie, pour ce qui concerne les jeunes Vietnamiens qui viennent faire leurs études. Alors, vous voyez que, même si c'est difficile, il y a un intérêt à faire un effort.

QUESTION - Je voudrais vous poser une question sur la diversité culturelle. On a déjà connu votre engagement pour promouvoir la diversité culturelle, mais il me semble que c'est un thème un peu abstrait. Est-ce que vous pouvez nous expliquer un petit peu concrètement, qu'est-ce que cela peut apporter et sur quelles actions débouche-t-il ?

LE PRÉSIDENT - Le monde est divers. Il y a beaucoup de cultures, certaines sont, en nombre, toutes petites, ce qui ne veut pas dire que ce ne soit pas de grandes cultures. D'autres concernent un nombre très important de gens. Mais chacune de ces cultures a sa propre vision du monde, de la vie, de l'homme, des choses, de l'évolution. Par conséquent, chacune porte à la réflexion du monde quelque chose. Or, naturellement, les moyens modernes de communication, l'évolution démographique, l'évolution politique fait qu'il y a une tendance à ce qu'il y ait une culture majoritaire, qui est la culture anglo-saxonne, et qui a tendance un peu à effacer les autres. Je prends un exemple : si l'on accepte les thèses qui sont actuellement développées, notamment par nos amis américains, il y aurait une expression culturelle unique très rapidement. Nos amis américains, en particulier dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, à laquelle vous le savez, le Vietnam va adhérer, et la France a été un promoteur de l'adhésion du Vietnam à l'Organisation mondiale du commerce, parce que c'est conforme aux intérêts économiques et au développement du Vietnam, disent, eh bien les pays ne peuvent pas apporter des aides financières à leur propre culture, à leur littérature, à leur cinéma, à leurs médias, parce que cela fausse le marché. Et donc cela empêche la culture américaine -je prends l'exemple américain- mais on pourrait en prendre d'autres- cela empêche la culture américaine de se développer normalement. Aux termes de ce raisonnement, cela veut dire que toutes les expressions culturelles seront étouffées au bénéfice de la seule culture américaine.

Je regardais par exemple quels avaient été les financements du cinéma au Vietnam. Il y a un fonds qui s'appelle je crois, le Fonds Sud qui apporte des finances aux jeunes créateurs vietnamiens qui veulent créer des films. Le film est aujourd'hui l'une des expressions de la culture et des aspirations d'un pays. Le cinéma est très important. Alors ce fonds apporte à ces jeunes des aides, et notamment il y a eu deux films importants cette année qui ont été aidés, le premier s'appelle "Le gardien de buffles" et le deuxième "Le temps révolu". Ils sont tous les deux de très beaux films qui expriment la culture vietnamienne dans sa tradition, dans ses racines, et dans sa modernité.

S'il n'y avait pas eu d'aide, il n'y aurait pas eu de films car naturellement, les promoteurs, les créateurs de ces films n'ont pas de moyens. S'il n'y avait pas l'aide de l'État, il n'y aurait pas eu de films. Et le film vietnamien, qui est une expression culturelle très importante, le cinéma, aurait petit à petit disparu des écrans, vous auriez eu seulement des films américains, des films anglo-saxons, peut-être des films français. Mais c'est une culture qui s'efface.

C'est pourquoi j'ai toujours dit que les biens culturels ne sont pas des biens comme les autres. Les biens culturels, la création culturelle, le film, le livre, la chanson, etc. la calligraphie, tous ces biens ne sont pas des biens qui se vendent et qui s'achètent comme sur le marché des biens industriels, agricoles, commerciaux. Il faut les respecter. Il faut les aider. Car c'est, pour une société, le moyen d'exprimer son âme. C'est capital. C'est la raison pour laquelle la France, ainsi d'ailleurs que l'Union européenne, mais aussi la francophonie, et bien d'autres pays, se battent

effectivement pour que l'on reconnaisse la spécificité de la création culturelle. C'est ce que nous appelons la diversité culturelle. Alors nous avons à ce titre, c'est vrai, une sorte de combat contre les thèses américaines qui, elles, ayant beaucoup de moyens financiers, peuvent s'imposer sans aides de l'État. Mais le résultat c'est que l'on risque d'étouffer la création culturelle de tous les autres et finir par avoir une sous culture générale dans le monde, ce qui serait la pire des situations. Est-ce que cette réponse vous convient ?

Nous avons pris de ce point de vues, des dispositions au sein de la francophonie pour défendre la diversité culturelle, c'est-à-dire la capacité pour chaque pays d'apporter une aide directe à sa création culturelle dans tous les domaines que je viens de citer. Nous avons, à l'initiative de la France, engagé la mise en œuvre d'une déclaration universelle à l'UNESCO, qui je l'espère sera votée au début de l'année prochaine et qui reconnaîtra la vocation particulière des biens culturels au titre de ce que nous appelons la diversité culturelle, c'est-à-dire le respect de la culture de chacun.

QUESTION - Quel est l'intérêt d'un pays à connaître la culture française ?

LE PRÉSIDENT - Je vais vous le dire : d'abord tout pays, quel que soit son niveau culturel, et surtout quand ce niveau comme au Vietnam est très élevé et fondé sur une longue histoire, tout pays a intérêt à connaître la culture des autres. C'est vrai sur le plan intellectuel : savoir ce que les autres pensent et le comparer avec ce que l'on pense, est toujours un enrichissement. Tout ce qui s'est passé dans le cerveau de l'homme partout dans le monde est un bien précieux auquel on doit avoir accès. C'est vrai de toutes les cultures. Et pour tout le monde. Alors, vous me dites quel est l'intérêt de connaître la culture française ? Comme les autres cultures, la culture française apporte quelque chose. Elle a une vision de l'homme, une certaine universalité, elle a des manifestations de grandes qualités, dans le domaine littéraire, musical, dans le domaine cinématographique, dans d'autres. Elle a sa propre spécificité. Et il est sans aucun doute intéressant pour un jeune asiatique qui a lui-même une vieille culture, de savoir ce que l'on pense dans d'autres cultures et en particulier dans la culture française. Il y a des œuvres d'art qui méritent d'être connues, qui complètent l'esprit, la formation, l'intelligence, la sensibilité de ceux qui y ont accès. C'est important.

Alors, naturellement, la culture n'est pas seulement la culture au sens littéraire du terme. C'est aussi la culture scientifique, la culture technique. Et il y a en France ou dans les pays francophones beaucoup de gens qui travaillent dans tous les domaines des hautes technologies et qui savent des choses qui trouvent des choses dans les domaines les plus modernes, qu'il s'agisse de la médecine, qu'il s'agisse de l'espace, qu'il s'agisse de toutes les technologies modernes, qui de plus en plus s'imposent au monde contemporain. Il est évidemment intéressant pour quelqu'un connaissant le français d'avoir accès à cette culture par le livre, par les médias, par le net, par la présence dans des écoles dans des centres culturels, dans des universités. C'est tout à fait important. Donc, la culture française est un élément de la culture mondiale, mais un élément important en raison de sa présence dans les hautes technologies, dans le monde moderne, de son poids dans la réflexion philosophique, littéraire, musicale et aussi, bien entendu, de l'importance de son aire de répartition qui est l'ère de la francophonie, les quelques cinquante ou soixante pays qui, d'une façon ou d'une autre, se rattachent à la culture francophone.

QUESTION - Actuellement, on observe que les jeunes Vietnamiens vont choisir de poursuivre leurs études en Angleterre, aux États-Unis, ou plutôt en Australie qu'en France. Selon vous, pourquoi ce phénomène s'est passé et que pensez-vous faire pour remédier à cela ?

LE PRÉSIDENT - Ce que vous dites est exact pour les États-Unis. Exact pour l'Australie. Pour d'autres raisons, ce n'est pas exact pour l'Angleterre. Je vous l'ai dit tout à l'heure, la France est le troisième pays pour ce qui concerne le nombre d'étudiants vietnamiens qui viennent en France. Le troisième. Alors d'abord pourquoi beaucoup vont aux États-Unis ? D'abord parce qu'il y a une attraction normale à l'égard de ce pôle de développement économique et culturel important que sont les États-Unis. Il y a de très nombreuses universités. Certaines sont parmi les plus prestigieuses du monde, et les meilleures. Il faut y faire attention parce que d'autres sont d'un niveau tout à fait moyen, et je connais beaucoup de jeunes vietnamiens qui ont été

enthousiasmés parce qu'ils étaient dans une grande université et d'autres qui étaient déçus parce qu'ils étaient dans une université qui était moins bonne, et il y en a beaucoup aussi. Donc, il faut faire attention, en choisissant ces universités.

L'Australie a fait un remarquable effort et a réussi à mettre en place un système où elle donne de l'enseignement et de l'éducation et elle gagne de l'argent par ce moyen. C'est un système australien tout à fait intelligent et remarquable, j'ai essayé à maintes reprises de convaincre les Français d'avoir ce sens pratique, mais je ne les ai pas convaincus, ce sont des habitudes.

Alors, en France, vous avez un avantage qui est que l'État prend traditionnellement en charge une partie importante du coût de l'éducation, si bien qu'au total, cela revient moins cher à l'étudiant que s'il va dans d'autres pays. Je le répète, la France est le troisième pays aujourd'hui pour les étudiants vietnamiens. Il faut encore développer cela, c'est notre intérêt et je pense que c'est aussi l'intérêt des jeunes vietnamiens que de se voir offrir le plus grand nombre possible de possibilités d'instruction et de formation.

Nous avons une politique de bourse, nous essayons de la développer, elle se développe d'ailleurs, d'année en année.

Je vois par exemple que dans les partenariats universitaires, nous avons plus de 120 établissements français d'établissements supérieurs, et 90 structures de recherche de haut niveau qui sont ouvertes aux étudiants Vietnamiens. Mille étudiants vietnamiens ont déjà pu bénéficier de ce que l'on appelle les programmes de formation d'ingénieurs d'excellence, ce qui représente quelque chose de très important. Je parle là des niveaux les plus élevés de la formation. Nous sommes tout à fait décidé, en accord complet avec les autorités vietnamiennes naturellement, à renforcer ce courant. Et c'est dans cet esprit que nous avons, hier soir, avec le Président de la République vietnamienne, signé un accord sur les pôles universitaires.

Dorénavant, il y aura deux pôles universitaires français, l'un à l'université de Hô Chi Minh-Ville, l'autre à l'université de Hanoi. Tout cela se développe petit à petit, et je souhaite et cela ait un grand développement. Je souhaite que votre présence au lycée français, que votre connaissance du français, j'en suis sûr même, soit pour vous un acquis important.

QUESTION - Vous avez beaucoup parlé de la culture et je me souviens du sommet de Johannesburg, parce que vous avez beaucoup parlé de la culture, et des quatre piliers du développement durable, à savoir l'économie, l'environnement, la préoccupation sociale et la culture. Pouvez-vous nous expliquer complètement pourquoi la culture est-elle considérée comme le quatrième pilier du développement durable ?

LE PRÉSIDENT - Nous voyons bien que nous sommes aujourd'hui dans un monde où la pression économique se traduit par un respect insuffisant des valeurs qui sont celles de l'Homme depuis toujours. Ces valeurs, c'est ce que nous appelons le développement durable, c'est-à-dire la nécessité de pouvoir vivre dans cent ans, dans deux cents ou trois cents ans, sur notre planète, normalement. Nous voyons bien qu'aujourd'hui, le comportement des hommes n'est pas raisonnable et que cela se traduit par des dysfonctionnements graves et dangereux. C'est vrai sur le plan économique où notre planète consomme aujourd'hui, c'est la première fois dans son histoire, plus qu'elle ne peut donner. Autrement dit, nous sommes en train de piller notre planète et cela ne pourra pas durer indéfiniment. Nous n'avons pas une deuxième planète, à côté, où nous pourrions puiser les ressources qui nous manqueront si nous continuons à épuiser les ressources de notre planète. C'est un premier problème qui est un problème de nature économique et technique. Les hommes aujourd'hui attirés par le gain et le progrès immédiat ne sont pas raisonnables.

Le deuxième problème auquel nous sommes confrontés, c'est celui de l'environnement. Nous ne respectons pas notre environnement, nous voyons bien qu'en particulier, les émissions de gaz à effet de serre qui continuent à se développer sont extrêmement dangereuses. J'étais l'année dernière dans le Pacifique et j'avais réuni les Chefs d'État des douze ou treize petits États du Pacifique, la plupart de ces petits États sont des îles, des atolls, ont en général, un mètre, deux mètres d'altitude et ils sont paniqués. Le réchauffement de la planète dont nous parlons savamment en Europe ou en Asie, c'est la crainte que dans cent ans, leur pays ait disparu. C'est donc un problème très concret et immédiat et je me réjouis que la Russie vienne de signer la

donc un problème très concret et immédiat et je me réjouis que la Russie vienne de signer le protocole de Kyoto qui va permettre maintenant à ce protocole de s'appliquer, ce qui n'était pas le cas, il fallait un certain nombre de pays. Il en manquait un, la Russie a signé, et je lui exprime ma très grande reconnaissance.

Nous avons donc un problème d'équilibre, pas seulement un problème de ressources, un problème climatique. La vie de la terre a connu des périodes de refroidissement, de réchauffement, mais sur de très longues périodes. Le drame aujourd'hui c'est que les problèmes de réchauffement risquent d'avoir des conséquences immédiates et auxquelles nous ne pourrions pas nous adapter, il y a donc là un deuxième dysfonctionnement.

Le troisième dysfonctionnement, c'est la pauvreté qui s'accroît dans le monde. Nous avons un monde marqué par la mondialisation, c'est-à-dire l'accès de plus en plus facile aux richesses et cette mondialisation est utile notamment parce qu'elle facilite le commerce, et le commerce est créateur de richesses. Donc je ne suis pas contre la mondialisation. Mais elle n'est absolument pas ordonnée, organisée, et la conséquence c'est que les pays riches deviennent de plus en plus riches, et les pays pauvres ne s'enrichissent pas. Et la différence entre les pays riches et les pays pauvres augmente. Comme nous sommes dans un monde où l'on sait tout instantanément, avec les médias modernes, on connaît la situation partout. Dans les heures qui suivent un événement dans un pays, il est connu dans le monde entier. Les gens comparent, ils ne comprennent pas pourquoi eux, ils sont si pauvres, ils n'ont pas d'eau, ils n'ont pas de quoi manger et il y a d'autres pays qui sont si riches. Ils ne comprennent pas, et s'ils ne comprennent pas, cela a des conséquences qui ne peuvent être que des tensions, avec des mouvements incontrôlés de population, avec tout ce que cela comporte comme germe d'agressivité, de contestation et que l'on peut comprendre.

Vous avez évoqué le sommet de Johannesburg et à la suite de ce sommet, nous avons arrêté au niveau de l'ONU, une grande ambition qui était de diminuer de moitié la pauvreté dans le monde en 2015. C'était en 2000, nous arrivons en 2005, on va faire le premier bilan, un tiers de la période, progrès zéro. Tous les engagements que l'on a pris ne seront pas tenus, et aujourd'hui, il n'y a aucune chance qu'ils soient tenus. D'où les initiatives que nous avons prises, notamment le Président du Brésil, le Président du Chili, le Premier Ministre espagnol et moi, pour relancer et demander une réunion générale de l'ONU l'année prochaine, pour faire le bilan.

Comme nous ne pouvons pas lutter contre la pauvreté avec les moyens dont nous disposons, il faut trouver de nouveaux moyens, d'où ma proposition d'avoir une taxation internationale sur les richesses produites par la mondialisation. Il est évident que si l'on veut tenir les engagements de l'ONU, de la communauté internationale pour diminuer de moitié la pauvreté dans le monde, ce qui est un petit objectif, même pour cela, il faut au moins doubler l'aide publique au développement actuel. Et il n'y a aucune chance que l'on puisse doubler l'aide publique au développement par la voie budgétaire. Aucune, aucun pays ne le fera. Par conséquent, il faut trouver une nouvelle source de financement pour passer, je dirais, de 50 à 100 milliards de dollars par an, l'aide publique au développement. Et cette nouvelle source, ce ne peut être qu'une taxation.

La mondialisation produit des richesses colossales, notamment par le développement du commerce et de la finance. Eh bien, seule une taxation selon des modalités que l'on peut discuter, que nous discutons, seule une taxation permettra de trouver ce qui en réalité est très peu de chose, c'est-à-dire les 50 ou 100 milliards qui seraient nécessaires simplement pour atteindre les objectifs.

Actuellement, nous avons un grand combat. Je suis particulièrement heureux de constater qu'il y a 15 jours à New York, à l'initiative du Chili, du Brésil, de l'Espagne et de la France, lors de la réunion que nous avons faite, cela nous a permis de faire adopter, pour la première fois, une déclaration, un engagement qui a été signé par 120 pays, ce qui est considérable. Et si je souligne ce fait, c'est parce que je crois que cette conscience qui a été manifestée à l'ONU, cette présence de 120 pays qui disent la même chose, pour la première fois, créera une force contre laquelle les États-Unis qui sont les seuls à s'opposer à tout cela, ne pourront pas résister. Les États-Unis peuvent résister à 10 ou 15 pays, pas à un grand mouvement international où 120

pays se manifestent pour dire : c'est assez, il faut une meilleure répartition des richesses dans le monde, il faut avoir le sens de la nécessité, de la lutte contre la pauvreté.

Le dernier point que vous soulignez, le dernier pilier, c'est évidemment la culture. Car là aussi, on voit des cultures entières qui disparaissent. Savez-vous que chaque année, dans le monde, il y a plusieurs centaines de langues qui disparaissent complètement, tout simplement parce que le nombre d'hommes ou de femmes qui les parlent diminuent en dessous du seuil à partir duquel il n'y a pas, ou il n'y a plus de vie organisée. Les langues disparaissent et une langue qui disparaît, c'est une richesse qui disparaît et c'est dramatique. Et c'est la même chose pour les cultures, vous avez les grandes cultures, naturellement, qui sont solides, mais vous avez une infinité de cultures qui reposent sur des pays petits, pauvres, mais qui sont souvent des cultures anciennes, des cultures originales, des cultures importantes et qui risquent de disparaître si l'on n'y fait pas attention. Chaque fois qu'une culture disparaît, qu'une langue disparaît, c'est la culture du monde qui s'affaiblit. Et cela c'est très dangereux, d'où l'importance de la diversité culturelle, et du respect de la diversité culturelle.

Alors voilà les raisons pour lesquelles nous devons tous, et notamment les jeunes, prendre conscience que nous appartenons à un monde qui est un monde qui a beaucoup d'injustice, beaucoup d'inégalités, mais aussi beaucoup d'espoir et beaucoup de richesses et que ce monde nous devons le respecter. Le mot clé des relations humaines, c'est le respect, le respect de l'autre. A partir du moment où l'on met en exergue le respect, on facilite beaucoup à la fois les évolutions économiques et aussi, le maintien de la paix.

QUESTION - Je suis le représentant du Centre franco-vietnamien de formation. Vous êtes également venu ici au Vietnam pour participer à l'ASEM, c'est-à-dire le dialogue entre l'Asie et l'Europe. Que pensez-vous du rôle du Vietnam, de la France et de notre partenariat dans ce dialogue, ainsi que dans le monde entier ?

LE PRÉSIDENT - L'ASEM est un forum de discussions qui était nécessaire et qui n'existait pas, entre la culture européenne et la culture asiatique. Naturellement, nous nous connaissons, nous avons des relations bilatérales, mais il n'y avait pas de forum dans lequel nous pouvions échanger nos vues, définir des orientations, préciser des objectifs. C'était quelque chose qui manquait et c'est la raison pour laquelle le Premier Ministre de Singapour et moi-même en 1997, nous avons proposé une réunion de l'Europe et de l'Asie, les volontaires. Dans un premier temps pour discuter, sortir des lieux communs, nous comprendre mieux, nos ambitions, nos aspirations, nos problèmes.

Nous avons tenu ce premier forum. Depuis, il s'est élargi, le nombre de pays asiatiques a augmenté, le nombre de pays européens a augmenté avec l'élargissement récent de l'Europe, et puis, nous nous sommes un peu mieux organisés. Nous avons donc cette réunion qui nous permet d'échanger des idées, des préoccupations, des expériences.

Dans ce contexte, vous dites le Vietnam et la France : je crois que le Vietnam et la France ont une vocation particulière au sein de l'ASEM. D'abord, ce sont deux grandes puissances, une en Asie, l'autre en Europe. Ensuite, ce sont deux grandes puissances qui se connaissent bien et s'entendent bien, ce qui est important. Nous n'avons pas besoin de longs discours pour nous comprendre et nous nous soutenons mutuellement chaque fois que cela est nécessaire.

Quand le Vietnam a été candidat pour le prochain poste de membre non-permanent au Conseil de sécurité, la France a immédiatement engagé sa campagne pour qu'il ait satisfaction. Lorsque le Vietnam a voulu entrer dans l'OMC, la France a immédiatement milité pour que cela soit possible et réciproquement. Notamment en matière de diversité culturelle, malgré les pressions dont le Vietnam avait été l'objet pour l'entrée dans l'OMC, il a tenu à soutenir la France dans les problèmes de diversité culturelle. Nous nous entendons bien, nous n'avons pas besoin de longues négociations ou de longues discussions pour nous entendre. La France a parfaitement conscience que le Vietnam, également par sa présence dans le monde francophone est, en quelque sorte, une porte d'entrée privilégiée en Asie. Et le Vietnam sait parfaitement que la France est une porte d'entrée privilégiée pour lui en Europe et l'Europe, c'est maintenant 450 millions d'habitants et un marché important.

Il y a donc concrètement un intérêt commun dont nous avons parfaitement conscience, Vietnamien et Français qui fait que dans l'ASEM, si j'ose dire, le couple vietnamo-français est naturellement, spontanément, un couple moteur. Je ne dis pas que nous avons plus d'importance que les autres, ce n'est pas ce que je veux dire. Mais par notre entente, par nos liens particuliers, à la fois culturels, économiques, scientifiques, nous formons spontanément un couple moteur. Je crois que c'est très important et c'est pourquoi cette année je me réjouissais que cela soit le Vietnam qui accueille l'ASEM. Je dois dire que les autorités vietnamiennes l'ont remarquablement organisé, parce que ce n'est pas tellement facile, n'est-ce pas, il y a 25 pays européens, il y a une douzaine de pays asiatiques ou quatorze, cela fait beaucoup de monde. Malheureusement pour les habitants de Hanoi qui vont avoir une circulation bien difficile pendant ces quelques temps. Hier, dans ma conférence de presse, j'ai présenté mes excuses, ma reconnaissance et mon estime aux habitants de Hanoi qui vont être perturbés par tous ces gens qui vont circuler dans tous les sens pendant l'ASEM. Mais enfin, c'est une petite gêne qui sera assumée, j'en suis sûr, avec bonne humeur par les Hanoïens. Et une réunion qui je l'espère apportera plus de cohérence à l'action commune que l'Asie et la France peuvent avoir ensemble.

QUESTION - Je suis en terminale de Hô Chi Minh-Ville. Nous sommes en train de parler de la diversité culturelle. Pour éviter l'uniformisation culturelle par une langue, je prends par exemple l'envahissement de langue anglaise et la culture américaine. D'après vous, en temps que pays francophone, que devons nous faire pour développer notre langue commune, les autres langues et les différentes cultures ?

LE PRÉSIDENT - C'est vrai que si nous arrivions dans un monde où il y aurait une seule langue, cela voudrait dire une seule culture. Et tout le reste disparaîtrait, ce qui serait une véritable catastrophe écologique. Il faut donc que chacun apporte sa contribution au respect des autres. Je crois, je l'ai déjà dit tout à l'heure, et je n'y reviendrais pas, que c'est une richesse pour un jeune de parler une, deux, trois langues, c'est un véritable plus, un plus culturel, mais aussi un plus économique. Quand vous vous présenterez sur le marché du travail, il est certain qu'à égalité avec un autre ou avec une autre, si vous parlez deux ou trois langues, vous serez choisis de préférence, parce que la mondialisation de l'économie fait que nous avons besoin de gens qui parlent des langues étrangères.

De ce point de vue, nous avons un capital commun, qui est la francophonie, je ne dis pas que cela doit être une langue qui s'impose, mais je crois qu'il y a intérêt pour les pays qui appartiennent à cet ensemble à faire un effort. Je milite depuis longtemps, je n'ai pas encore gagné pour qu'en Europe il y ait, et on va y arriver, l'apprentissage obligatoire de deux langues, en plus de la langue nationale. Autrement dit, que chaque Français, chaque Allemand, chaque Espagnol apprennent obligatoirement, depuis le jeune âge, deux langues étrangères. Pourquoi, parce qu'alors les gens apprendront l'anglais en priorité, mais en prenant une deuxième langue, ils apprendront, en plus, soit l'allemand, soit l'espagnol, soit le français. C'est un moyen de sauvegarder la pluralité linguistique et d'enraciner les langues en question.

Je crois que c'est la même chose en Asie et qu'il serait une bonne orientation que de dire, qu'au Vietnam, puisqu'il appartient à l'ensemble francophone, il y ait deux langues qui soient enseignées aux Vietnamiens, qui seraient l'anglais qu'ils choisiraient en priorité, probablement, mais la deuxième langue serait vraisemblablement le français. A ce moment là, tout le monde y gagnerait, voilà pourquoi je soutiens l'enseignement du français.

QUESTION - Croyez-vous que le progrès économique peut durer sans l'édification d'une société moderne ?

LE PRÉSIDENT - Il y a des évolutions qui, je crois, sont incontournables, vers ce que vous appelez une société moderne. C'est une société où chacun trouve sa place sans aigreur, où la lutte pour le développement du progrès social, le développement de la lutte contre la pauvreté, le développement, je dirais plus généralement, du respect des Droits de l'homme s'affirme. Je crois qu'aujourd'hui dans le monde, c'est une nécessité, c'est une exigence. Une exigence morale peut-être, mais surtout une exigence pratique. D'ailleurs presque tous les pays se sont engagés sur cette voie qui permettra, je dirais, plus de respect des autres. L'autorité est nécessaire dans le monde et dans les pays, mais elle doit être respectueuse de la personnalité de chacun, et cela

monde et dans les pays, mais elle doit être respectueuse de la personnalité de chacun, et cela c'est un grand progrès.

Nous travaillons beaucoup et notamment avec nos amis vietnamiens, sur le plan juridique dans ce domaine. Nous avons un travail approfondi pour essayer de voir comment peut évoluer le droit de façon à ce qu'il soit respectueux à la fois des exigences de la nation, mais aussi des exigences d'une société, je dirais de liberté, et je crois que c'est une nécessité absolue.

LE PRÉSIDENT - Chers amis, le programme m'oblige à partir, mais je voudrais simplement vous dire ma joie d'avoir rencontré, même rapidement un certain nombre de jeunes vietnamiennes et vietnamiens parlant français, et pour un échange qui naturellement aurait pu être beaucoup plus long, mais qui pour moi à beaucoup de richesses et que je conserverai à la fois dans mon cœur et dans mon esprit.

Je vous remercie, je vous souhaite des études utiles, je vous souhaite beaucoup de bonheur pour vous et pour vos familles actuelles ou futures et aussi pour votre grand et beau pays.

Merci.